

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Mardi 18 septembre 1979 — N°953

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

La fête du foyer Sonacotra de Mont-Saint-Martin

Une fête de solidarité avec les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra s'est déroulée le week-end dernier à Mont-Saint-Martin. De l'avis des participants, cette fête reflète une nette progression dans le soutien des travailleurs français à la lutte des résidents Sonacotra.

Lire en page 3

Procès de 25 autonomistes bretons

Ce lundi s'ouvrait à Paris le procès de 25 militants autonomistes bretons (dont 2 sont absents à l'audience), accusés de « destructions volontaires, affiliation à une association de malfaiteurs, participation à reconstitution de ligue dissoute, atteinte à l'intégrité du territoire national ».

La répression, seule réponse du pouvoir aux revendications et problèmes de la Bretagne, devrait être très lourde, si l'on en juge par le précédent du procès, en juin, des militants corses.

Lire en page 5

La Ruhr, cœur de la classe ouvrière allemande

L'Allemagne que notre gouvernement ne cesse de nous montrer en exemple pour sa « réussite économique », cette Allemagne est, elle aussi, en crise. Notre reporter est allée dans la plus grande concentration ouvrière du pays, la Ruhr. Des grandes luttes d'entre les 2 guerres à celles plus récentes (grèves « sauvages » de 1963 à 1973, grève des sidérurgistes dans l'hiver 1978-1979) les travailleurs de la Ruhr ont manifesté leur combativité.

Lire en page 2

Sainte Nitouche

Scandale en Israël : le capitaine Pinto, qui avait assassiné quatre paysans libanais, était « couvert » par le chef d'état-major. « Il ne faut pas laisser ternir notre image », disent en substance les journaux israéliens. Quand les faits incriminés se sont produits, Israël envahissait sans vergogne le Sud-Liban. Des tonnes de bombes israéliennes continuent à être déversées quotidiennement sur ce pays. Chaque pierre de la société israélienne est bâtie sur la destruction violente de centaines de villages palestiniens, sur la spoliation, la déportation et le massacre de tout un peuple. Qu'importe ! Jusqu'à l'affaire Pinto, Israël était blanc comme neige. Puisqu'on vous le dit.

Contre les travailleurs en lutte Les provocations policières de la rentrée

- Cherbourg : après de nouveaux affrontements, les CRS ont dû quitter la ville
- Longwy : Les travailleurs de Bertoldi ripostent. Lundi matin 7 d'entre eux convoqués au tribunal des référés de Briey

De notre envoyé spécial à Longwy



Jeudi matin, à Cherbourg, les flics provoquaient les grévistes de Lardet-Babcock

Samedi, les CRS ont finalement dû quitter la ville de Cherbourg. A la suite de leur intervention, jeudi dernier, contre les travailleurs de l'usine Lardet-Babcock, et de la puissante mobilisation de riposte, l'annonce d'une arrestation avait déclenché, vendredi, de nouveaux affrontements.

A Longwy, aussi, une intervention des CRS contre des travailleurs en lutte a mis le feu aux poudres. L'entreprise de bâtiment Bertoldi, qui travaille essentiellement pour la sidérurgie, avait envoyé des lettres de licenciement à l'ensemble de son personnel, soit 304 travailleurs. Dès l'annonce de ces licenciements, des travailleurs de cette entreprise, avec le renfort d'autres travailleurs de Longwy, barraient les routes afin de faire revenir les pouvoirs publics sur leur décision de liquidation de la société de génie civil. Vers la fin de la journée de vendredi, du côté de Rattentout, la nationale 52 était bloquée par 4 engins de chantier. Un barrage était établi au carrefour de Mexy-Saint-Charles ; des feux brûlaient toute la nuit, entretenus par les travailleurs en colère. Au lever du jour, samedi matin, vers 7 heures, les flics intervenaient. Alors que le commissaire s'avancait vers les conducteurs d'engins pour les sommer de laisser le passage, ses paroles se perdaient dans le bruit des moteurs.

Avant qu'il ait eu le temps de donner l'ordre de charger, les lourds tracteurs se mettaient en branle, avançant vers les CRS qui devaient se jeter sur les côtés pour éviter de se faire écraser. Au passage, 5 cars de CRS étaient sérieusement endommagés.

Nombre d'ouvriers rient encore en racontant comment, aux informations régionales, on voyait les CRS, les deux pieds sur les roues de leurs véhicules, se cambrier de toutes leurs forces pour redresser les tôles tordues de leurs cars.

Après cette action, les ouvriers décidaient de se retrancher dans leur entreprise et d'en obstruer les entrées. Les CRS ne sont quand même pas allés jusqu'à les poursuivre dans leur usine.

Mais le pouvoir ne reste pas passif. Ce lundi matin, 7 travailleurs de l'usine étaient convoqués au tribunal des référés à Briey. La CGT, seul syndicat dans l'entreprise, exige le départ des CRS de la ville.

AFGHANISTAN

Tandis que la rébellion se développe COUP D'ETAT AU SEIN DU REGIME PRO-SOVIETIQUE

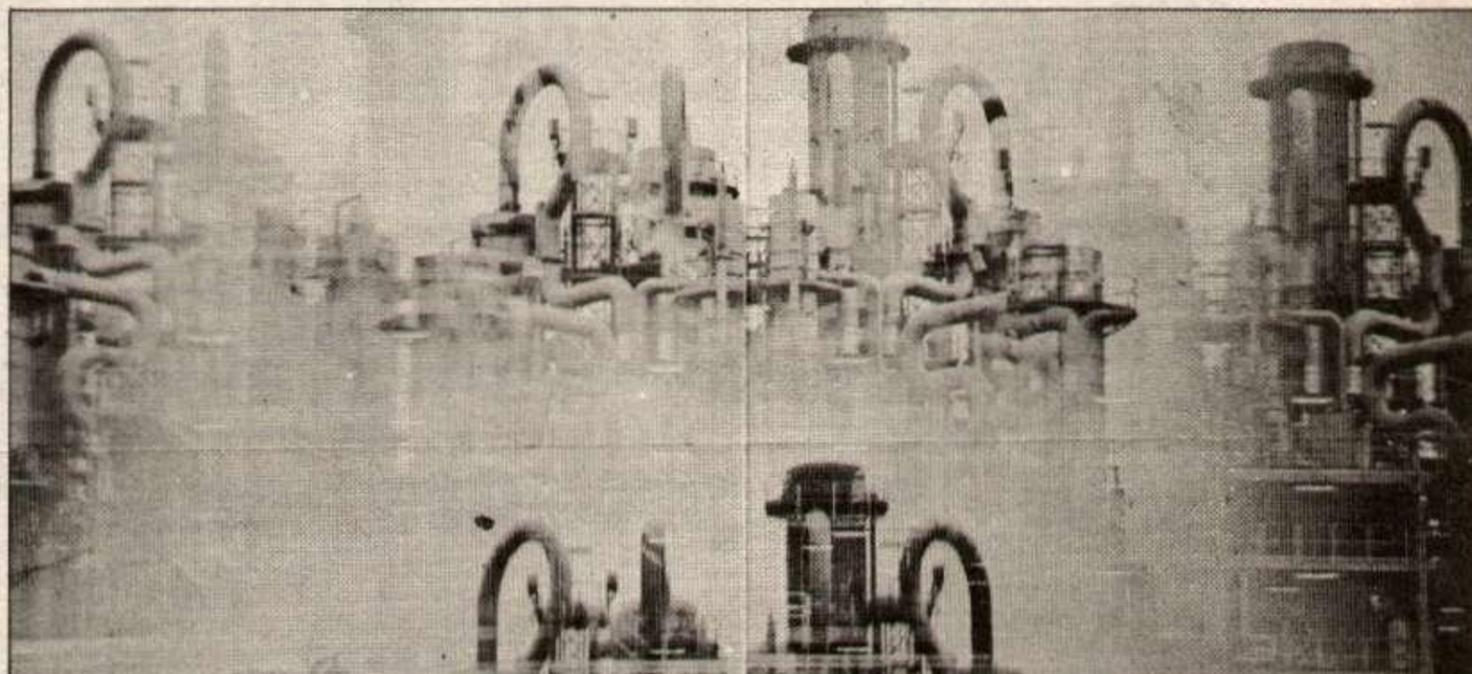
On apprenait dimanche que Taraki, président de la République d'Afghanistan avait été démis par le parti au pouvoir de toutes ses fonctions dans l'Etat et le parti au profit du premier ministre Amin. Cette révolution de palais aurait été accompagnée d'affrontements armés.

Depuis le coup d'Etat d'avril 1978 qui l'a mis au pouvoir, le régime prosoviétique de Taraki a été incapable de faire face à toute une série de mouvements populaires qui lui ont enlevé progressivement le contrôle de régions entières du pays. Taraki a fait appel de plus en plus massivement à la machine de guerre de Moscou et à des milliers de soldats soviétiques qui interviennent directement. Ces derniers mois, la situation s'est encore aggravée pour le gouvernement de Kaboul avec un nombre croissant de désertions et les mutineries de garnisons entières passant du côté des insurgés avec leurs armes.

Cet isolement croissant dans le pays s'est accompagné d'une série de crises internes au régime qui se sont traduites par des arrestations en masse et des purges dans l'armée à plusieurs reprises. Il semble qu'Amin, le premier ministre qui remplace Taraki, soit partisan d'une répression encore plus dure. Il ne pourrait le faire qu'avec une aide accrue de Brejnev. Cette crise, à l'occasion de laquelle semblent éliminés une fraction du parti ainsi que les derniers officiers qui participaient au gouvernement, réduit encore la base déjà étroite du régime. Tout cela va dans le sens d'une intervention directe et massive du social-impérialisme en Afghanistan.

La Ruhr, coeur de la classe ouvrière allemande

L'Allemagne modèle, celle que notre gouvernement ne cesse de nous montrer en exemple pour sa «réussite économique», cette Allemagne est, elle aussi, en crise. C'est dans la plus grande concentration ouvrière du pays, dans la Ruhr, que notre reporter est allé juger sur place comment vivent les travailleurs.



Reportage d'Anne RHEIN

«Dans la Ruhr, les travailleurs sont chez eux». La réalité de cette phrase, je la saisis dès mon arrivée. L'énorme concentration industrielle, et donc ouvrière, c'est effectivement ce qui frappe et impressionne d'abord le visiteur qui pour la première fois voit la Ruhr. Il est vrai que la présence de la classe ouvrière se traduit dans un premier temps par les noms de ceux qui l'exploitent : avant même d'être sortie du train, j'en reçois une première impression : partout les noms des quatre grands barons de l'acier qui dominent la Ruhr : Mannesmann, Thyssen, Krupp, Hoesch. Je vois leurs noms sur les usines, sur les bâtiments administratifs, en grandes lettres blanches le mot «Mannesmann» sur les tubes noirs qui, sortant de l'usine Mannesmann-Röhrenwerk à Mühlheim, attendent sur d'innombrables wagons d'être transportés dans d'autres villes, à l'étranger.

La Ruhr, c'est un paysage industriel façonné par les forêts

de cheminées, de hauts fourneaux (à Duisburg-Hamborn, le plus grand d'Europe), les molettes de tours d'extraction dont beaucoup ne fonctionnent plus, dans le Nord les immenses installations chimiques, les raffineries, les tours de refroidissement des centrales énergétiques.

5000 KM² DE VILLES ET D'USINES

La Ruhr, c'est sur 5000 km² une succession de villes dont on discerne mal où s'arrête l'une, où commence l'autre.

5,5 millions d'habitants y vivent, chacune des villes comptant plusieurs centaines de milliers d'habitants : Essen (700 000), Dortmund (650 000), Duisburg (450 000), Bochum (400 000), Gelsenkirchen (400 000), Oberhausen (240 000), Mühlheim, Hagen, Herne, Bottrop, Dinslaken... Une toile d'araignée de grandes routes, d'autoroutes, de voies ferrées relie les différentes villes et centres industriels, permettant à

la main-d'œuvre d'atteindre rapidement son lieu de travail : une heure à peine par l'autoroute pour aller de Dortmund à Duisburg, villes situées aux deux extrémités de la Ruhr ; par le S-Bahn (qui correspond un peu au RER), on ne met même pas une demi-heure pour faire le trajet d'une trentaine de km entre Bochum et Essen. A mentionner aussi l'important réseau de voies fluviales ; le port de Duisburg, situé au confluent de la Ruhr et du Rhin, dont le trafic est aussi important que celui du port de Marseille, voit transiter une part impressionnante de l'activité économique de la région.

50 JOURS DE SMOG

C'est la vie complètement conditionnée par les activités industrielles : l'industrie dans la Ruhr, «ça se sent» : la région a effectivement cette odeur spécifique aux grands complexes industriels, supportable ou insupportable suivant le vent. Cela se voit aussi jusque dans la couleur du

ciel qui, par endroits, reste éternellement jaune.

Cela se remarque à la santé, non seulement des travailleurs qui voient leur santé ruinée par des conditions de travail extrêmement dures dans les mines et les aciéries, mais aussi de la population toute entière : la Ruhr détient le record de la pollution industrielle en RFA, en évacuant dans l'atmosphère des fumées et gaz nocifs et toxiques (même les statistiques officielles parlent, pour Duisburg par exemple, d'un danger de smog pour au moins 50 jours par an).

Cela s'entend ; le niveau de bruit dans la Ruhr est plus élevé qu'ailleurs, ce qui n'étonne guère d'ailleurs quand on a vu de quelle façon sont conçues ces villes : des usines touchant presque les maisons des ouvriers ou qui en sont séparées tout juste par des grands tuyaux noirs comme à Duisburg-Hamborn par exemple, de chaque côté des quartiers populaires, des autoroutes.

UN TERRAIN DE LUTTES

Mais la Ruhr, c'est aussi un terrain de luttes. Ici, au coeur de la classe ouvrière allemande, de nombreuses luttes ont eu lieu, témoignant de la grande combativité des travailleurs qui, ici, vivent en plus grande concentration qu'ailleurs en Allemagne. Des grandes grèves des mineurs du début du siècle aux luttes révolutionnaires de 1918/19 ; de la grande grève générale des travailleurs allemands pour battre la réaction monarchiste lors du putsch Kapp en 1920, au mouvement de grèves de 1923, alors que la Ruhr était occupée par l'impérialisme français ; de la lutte déterminée des mineurs de la Ruhr dans l'immédiat après-guerre pour l'épuration des anciens nazis à la direction des mines, aux grèves «sauvages» de 1969 et 1973, et à la grande grève des sidérurgistes de l'hiver 1978/79 : à de multiples occasions, les travailleurs de la Ruhr ont manifesté leur volonté de se battre contre leur adversaire de classe.

La Ruhr, c'est une région façonnée par les besoins de l'économie capitaliste, les besoins de centaines de milliers de familles populaires étant brutalement et cyniquement subordonnés à la loi du profit. Mais la Ruhr, c'est aussi l'image de ce que pourra être la force de la classe ouvrière ouest-allemande le jour où elle rompra, de façon plus conséquente que c'est le cas actuellement, avec le réformisme.

LE CENTRE ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

DE L'ESSOR DE L'ECONOMIE CAPITALISTE...

La Ruhr, «das Ruhrgebiet», n'est pas plus ancienne que l'industrialisation de l'Allemagne. Vers le milieu du siècle dernier la première mine commence à être exploitée, les premiers chemins de fer desservent la région. En 1871, encore aucune des villes de la Ruhr ne compte plus de 50 000 habitants. C'est dans les années qui précèdent la première guerre mondiale que la Ruhr devient le centre de l'extraction de la houille et de l'industrie lourde, dépassant finalement même la Grande-Bretagne, à la pointe de la production mondiale et acquiert ses structures actuelles, qui reflètent d'ailleurs tout à fait le caractère anarchique de l'évolution capitaliste.

Des centaines de milliers de travailleurs affluent (vers 1900, 130 000 par année), et, en 1905, la densité démographique de la Ruhr dépasse 10 fois celle du reste de la Rhénanie-Westphalie. Plus de 400 000 ouvriers travaillent alors dans les mines de la Ruhr ; l'industrie minière allemande devient la plus productive de tout le continent ; la sidérurgie connaît un essor spectaculaire : la Ruhr devient le centre économique de l'Allemagne. En 1970 encore, 80 % de la houille, 70 % du lignite, 70 % de la pro-

duction de fer brut, et de la fonte, 65 % de l'acier laminé, 35 % des dérivés du pétrole, proviennent de la Ruhr.

...A LA CRISE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Mais, du fait même de cette extraordinaire concentration, la Ruhr est touchée de façon particulièrement aiguë par la crise qui frappe, depuis les années soixante, le charbon, et, depuis les années soixante-dix, l'acier. Alors que la technologie avance à pas gigantesques, alors que le charbon est relégué, comme ressource énergétique, à une place fort secondaire, des centaines de milliers de travailleurs sont jetés à la rue : 330 000 mineurs, mais aussi plus de 100 000 sidérurgistes dans une industrie où, actuellement encore, 1 000 emplois sont supprimés tous les mois.

CONTRE L'OFFENSIVE DES RESTRUCTURATIONS...

Dans la sidérurgie notamment, ce processus va se poursuivre : 15 % des installations sidérurgiques allemandes seraient vétustes et devraient, pour que l'acier allemand garde sa compétitivité sur les marchés mondiaux, être ou bien modernisées ou bien fermées, estimaient, en 1978, les barons de l'acier qui n'hésitent pas à appliquer ce dont ils ont

convenu entre eux : 50 000 suppressions d'emplois à Nordrhein-Westfalen pour les 5 années à venir ; pour les patrons, c'est une affaire déjà quasi classée.

C'est la classe ouvrière dans la Ruhr qui, dans le calcul des capitalistes de la sidérurgie, doit faire les frais de cette offensive des restructurations : à elle de supporter le chômage (qui, dans la Ruhr, est sensiblement supérieur à la moyenne nationale), les nombreuses mutations qui le précèdent, l'intensification du travail, sans parler des conditions de travail de plus en plus dures : les 3x8 (pour les sidérurgistes de la Ruhr, c'est la «Kontschicht» : 7 journées de travail, 2 journées de repos, et ainsi de suite), le bruit, la chaleur, la poussière, les gaz, les nombreuses maladies et accidents, et à l'âge de 55 ans au plus tard, l'usure, l'incapacité de travailler dans la production.

...LA SEMAINE DE 35 HEURES

C'est contre cette offensive des rationalisations que les sidérurgistes de la Ruhr ont engagé, l'hiver dernier, leur lutte de 45 jours contre les licenciements massifs, pour la semaine de 35 heures. C'était la première grève organisée par les syndicats dans les aciéries de la Ruhr depuis 50

ans, et la direction syndicale, sachant bien quelles conséquences peut avoir une lutte dans cette région particulièrement décisive pour l'économie allemande, «n'a appelé à la grève que sous la pression» m'affirme-t-on.

J'ai passé, en juin dernier, une semaine avec les travailleurs de la Ruhr qui m'ont expliqué le sens de leur lutte, les leçons qu'ils en tirent, la façon dont ils ressentent la crise dans ses aspects divers. Leurs témoignages, leurs discussions que nous publierons cette semaine donnent une image des questions que se posent les travailleurs ouest-allemands.

**Demain :
TABLE RONDE
AVEC
DES SIDERURGISTES**

LES KONZERN SIDERURGQUES

Dans la Ruhr, centre de l'industrie lourde ouest-allemande, 4 groupes dominent pratiquement le marché de l'acier. Ce sont Thyssen, Hoesch/Estel, Krupp et Mannesmann.

Thyssen est le plus grand : avec 134 000 salariés, il a réalisé, en 1976, un chiffre d'affaires de 20 milliards de DM. 10^e groupe en RFA, il occupe la 33^e position parmi les monopoles mondiaux.

En 1973, les «quatre grands» qui d'ailleurs ne produisent pas seulement l'acier mais le transforment aussi, ont dominé presque 3/4 du marché d'acier ouest-allemand. Ils se sont regroupés dans leurs investissements et leurs ventes. Entre 1961 et 1977, ils ont supprimé 112 600 emplois, c'est-à-dire un emploi sur quatre.

Foyer SONACOTRA de Mont-Saint-Martin

LA FETE DU WEEK-END A REVELE

Un peu en retrait de la ZUP de Mont Saint Martin, le foyer Sonacotra est à quelques kilomètres du centre de Longwy et à deux pas de la frontière belge. Les conditions de logement du foyer sont ce qu'elles sont dans les foyers Sonacotra : insupportables. Les appartements de la ZUP ne valent pas beaucoup mieux. La construction donne vraiment l'impression d'être à bon marché. La CFDT constatant les problèmes communs aux résidents du foyer et aux sidérurgistes locaux des appartements de la ZUP a d'ailleurs commencé un travail de sensibilisation là-dessus. Ce travail a commencé ce week-end, il a porté ses fruits, bien qu'encore de manière limitée. Un militant de la CFDT nous le disait : «C'est vrai qu'il n'y avait pas encore des centaines de Français mais il y en a plus que jamais auparavant et c'est ça qui est important». Ne perdons pas de vue que la CFDT n'a pris réellement le soutien en charge que depuis relativement peu de temps. Par ailleurs, Robert Giovanardi devait se dire convaincu qu'en cas d'intervention policière contre le foyer de Longwy, la population se mobiliserait largement pour riposter.

Un délégué, comparant cette fête à la journée portes ouvertes tenue il y a un an, soulignait la nette progression dans la mobilisation qu'elle représente, et ce malgré les menées de la Sonacotra, qui faisait afficher par la justice, le jour même du rassemblement, une requête menaçant ceux qui participeraient à la fête.

Samedi vers 16 heures, une première réunion commence dans une cuisine du foyer, elle est animée par un responsable de la commission «organisation» du rassemblement qui doit avoir lieu le 29 septembre, à Garges, dans la banlieue parisienne. Elle a pour but de répondre aux questions des travailleurs présents sur la mobilisation nationale en préparation. Sont là des représentants de l'UIS CFDT de Longwy et de l'UL CFDT de Metz. Des membres du comité de soutien de la région sont également là malgré les difficultés du mouvement de grève ailleurs qu'à Longwy, consécutivement à la répression et aux manœuvres de division.

L'Action Catholique Ouvrière de Longwy est là également. Le camarade venu tout exprès de Longwy répond aux différentes questions posées. Bien que la place exacte des organisations politique lors de ce rassemblement ne soit pas connue, le camarade leur demande de faire un travail propre de mobilisation, par exemple par de petites réunions publiques afin de mobiliser le plus possible pour le 29 septembre. A l'occasion de cette réunion, l'UIS CFDT de Longwy, dans le cadre de la préparation de ce rassemblement, accepte de servir de point d'appui régional. 30 000 tracts, 5 000 affiches y ont été mis pour toute la région. Après la réunion, le film du comité de coordination sur la lutte à Garges est projeté, immédiatement suivi de la projection du film *Remparts d'Argile* et de la représentation de la pièce *Mohamed Travolta*. La troupe Ibn Khaldoun, du nom du philosophe arabe, joue une série de tableaux rendant compte des difficultés existant entre les immigrés et leurs enfants, ceux que l'on appelle de «la deuxième génération».

Alors que plusieurs feux sont allumés devant le foyer, afin de combattre l'humidité, le groupe bolivien joue de la musique indienne jusqu'à une heure avancée de la nuit. Dimanche après-midi, une autre pièce de théâtre et le Groupe d'action mu-



sicale de Charleroi venus de Belgique sont là particulièrement appréciés.

En fin d'après-midi, un débat sera animé par le comité de résidents et des membres du comité de coordination. Une quinzaine de personnes sont à la tribune. La plupart d'entre elles viennent des foyers de Lorraine. En se présentant, un membre du comité de coordination salue «la glorieuse classe ouvrière de Longwy et la lutte des résidents du foyer de Mont Saint Martin». Après une intervention en arabe, un responsable de la lutte explique le sens des revendications avancées par le comité de coordination. Une autre insiste avec conviction sur la nécessaire unité entre Français et immigrés. Après une description de la situation à Garges-les-Gonnesse, Robert Giovanardi, responsable de la CFDT d'Usinor prend la parole. C'est dès le début de la lutte, au foyer de Mont Saint Martin, que la CFDT a apporté son soutien, bien que celui-ci se soit notablement renforcé ces derniers temps. Il explique que la CFDT apprécie le caractère démocratique de la lutte des résidents. «Nous à Usinor, nous sommes obligés de passer par l'entreprise pour organiser les élections professionnelles. Les résidents eux se sont passés de la Sonacotra pour élire leurs délégués. Nous apprécions particulièrement les aspects démocratiques de

leur lutte» dit-il. Il décrit ensuite les conditions de logement dans la ZUP par exemple, les ascenseurs sont toujours en panne, obligeant quelquefois à porter les enfants et les

provisions, jusqu'au 12^e étage. Enfin, il rappelle que la CFDT longovicienne a décidé de soutenir totalement et sans conditions la lutte que mènent les résidents.

Les liens entre l'UIS-CFDT et les résidents se sont notablement renforcés

Depuis longtemps, l'UIS CFDT soutient les résidents du foyer. Déjà au printemps, au plus fort de la lutte, le comité de résidents du foyer de Mont Saint Martin avait participé aux initiatives des sidérurgistes. Bien que la plupart d'entre eux ne soient pas sidérurgistes, un certain nombre de résidents avaient participé à diverses actions «coups de poing» comme par exemple les barrages routiers. Michel, délégué CFDT à Usinor Senelle parle des liens entre l'UIS CFDT et les résidents depuis le début de l'été : «Une nuit, au début de l'été, on croyait que les flics allaient intervenir ; on a alors intercepté un camion de fils de fer. On a déroulé bon nombre de bobines tout autour du foyer et planté quelques tentes. Pendant tout l'été, il y avait tous les soirs plusieurs militants qui passaient la nuit sur place. Les résidents venaient discuter avec nous assez souvent jusqu'à une heure assez avancée de la nuit. C'est à partir de là, que les liens entre nous et les résidents se sont notablement renforcés.»

«Aujourd'hui, explique un membre du comité de coordination, nous sommes satisfaits du soutien apporté par l'UIS aux résidents du foyer, d'autant plus que les responsables syndicaux avec lesquels nous nous sommes entretenus, ne cachent pas qu'ils n'ont pas toujours eu conscience de l'importance des luttes d'immigrés. Ce sont les résidents, nous ont-ils dit, qui nous ont fait prendre conscience de la convergence d'intérêt existant entre les immigrés et l'ensemble de la classe ouvrière». «Ils ont raison, ajoute-t-il (aucun Français ne peut accepter que les immigrés soient ainsi expulsés des foyers ou frappés par des mesures racistes, comme les lois Bonnet-Stoléru, quand on connaît la forte proportion d'immigrés employés dans la sidérurgie.)»

UN PROGRES DE LA MOBILISATION AUTOUR DES RESIDENTS DU FOYER

Angers

Monnier, maire PS, licencie 47 employés de la société de bus

L'ensemble du personnel répond par la grève

C'est par la presse que le personnel de la COTRA (nouvelle société de bus d'Angers) a appris le licenciement de 47 employés sur les 350 de la société. Monnier, maire d'Angers avait contacté l'ANPE avant d'avertir le personnel. Belle image de concertation proposée par la municipalité de «gauche». Le personnel licencié est formé d'auxiliaires, ce qui constitue une économie supplémentaire pour la municipalité et qui montre que la mairie de gauche utilise des auxiliaires exactement comme le gouvernement de droite, comme main-d'œuvre que l'on peut utiliser et licencier comme on veut. Les prétextes invoqués par la municipalité sont un déficit laissé par l'ancienne société de bus de 2,3 milliards de centimes. Il faut voir comment fonctionnait cette société : c'est une société fermière, c'est-à-dire que le syndicat mixte des transports urbains lui abandonne la gestion des bus en lui octroyant une subvention pour fonctionner. Cela a permis à l'ancien «fermier» monsieur Ruche d'empocher 120 millions de centimes par an. Pour résorber le déficit, Monnier a confié le fermage à une société la Trans-Exel, présidée par le baron Empain. Les méthodes de cette société ont le mérite d'être claires. On ferme toutes les lignes non rentables et on licencie le

personnel. Cela n'a pas entraîné puisque le syndicat mixte licencierait 47 employés et dénonçait la convention d'entreprise que le personnel avait passée avec l'ancienne société. Et la riposte du personnel en grève totale ne s'est pas fait attendre non plus.

Leurs revendications :

- Aucun licenciement
- Maintien de l'accord d'entreprise
- Concertation pour l'ouverture et la fermeture des lignes.

Le maire d'Angers voudrait détourner la colère des travailleurs contre Ruche, l'ancien fermier. Mais le personnel ne se laisse pas bernier, et entend bien imposer ses revendications à Monnier et à la société présidée par le baron Empain. Ce conflit a été le prétexte pour la rupture de l'unité PC-PS au sein de la mairie d'Angers. Les élus du PCF ont en effet voté contre les licenciements et le maire a retiré sa délégation d'adjoint à un conseiller PCF. Cela fait grand bruit dans la presse, mais ne doit pas cacher l'essentiel du conflit entre les travailleurs de la COTRA et le syndicat mixte. Les travailleurs sont conscients que la lutte sera dure, aussi, ils ont décidé dans leur AG journalière d'imposer un piquet de grève aux bus et ils vont prendre d'autres initiatives.

Corres. ANGERS

Magasin Coop à Amiens : augmentation de 250 F pour tous !

Les employés du magasin Coop de Picardie à Amiens dans la Somme viennent de terminer une grève d'une semaine. Les grévistes (tout le personnel l'était en gros, c'est-à-dire 480 personnes) ont obtenu les exigences qu'ils formulaient depuis plusieurs semaines. La direction a été obligée de lâcher une augmentation de 250 F sur les salaires d'embauche (le salaire au départ est ridiculement faible). Les travailleurs ont également obtenu une augmentation, certes moins importante, de leur salaire.

Grève à Air-Inter

La direction d'Air-Inter avait licencié une femme de ménage, l'accusant d'avoir dérobé quatre bocaux de jus d'orange. Si elle les avait laissés dans l'avion, elle aurait été accusée d'avoir mal fait son travail. Toujours est-il que le personnel a observé une grève, qui a immobilisé les avions. La direction peut mesurer le prix de sa bêtise : la compagnie a perdu 12 millions de recettes pour quatre bouteilles d'orange.

POLITIQUE

Le discours de clôture de Marchais, publié dans l'*Humanité* de samedi, entend établir un lien entre «les luttes immédiates» et les perspectives de «l'union de la gauche». Le premier secrétaire du PCF consacre ensuite une longue intervention à porter de vives critiques à la CFDT, la FEN et la CGC avant de réaffirmer l'existence de «liens constructifs» entre CGT et PCF. Marchais part aussi en guerre contre la «campagne menée sur une prétendue menace soviétique». Il trace enfin un portrait idyllique de son parti et y promet des places de choix aux intellectuels.

Après avoir attribué la perte de crédibilité des thèses de Barre à la qualité de ses explications, le PCF, par la bouche de Marchais, affirme sans plus de précision avoir «apporté une contribution primordiale au développement de luttes sociales diverses». Ce satisfecit sert à présenter le PCF comme un parti efficace pour «combattre la politique d'austérité, d'intégration supranationale et de restriction des libertés». Voilà pour l'entrée dans les «luttes immédiates» que Marchais compte bien orienter pour réclamer par exemple «la nationalisation de la sidérurgie ou du nucléaire».

«L'UNION»
NOUVELLE MANIÈRE

Le lien que le PCF entend établir entre les luttes des travailleurs et ses propres propositions, c'est toujours l'union de la gauche — Union nouvelle manière, car le lointain des perspectives électorales fait que ce n'est pas «l'heure des accords politiques avec le parti socialiste» ni celle «d'une action commune large et loyale». Union nouvelle car, échec oblige, «de chemin que nous avons à emprunter doit être différent de celui

que nous avons suivi jusqu' alors..

Marchais annonce qu'il ne faut plus «laisser les états-majors décider de tout» et déclare qu'«il faut en finir avec une vision idéalisée de la réalisation de l'union qui gomme les contradictions qui existent entre les couches sociales à rassembler».

Ces propos pourraient faire figure d'autocritique du PCF, s'ils n'étaient prononcés qu'afin de justifier les changements d'attitude vis-à-vis du PS.

LES ATTAQUES
CONTRE LA CFDT

Marchais reproche à la CFDT d'amalgamer PS et PCF «en ce qui concerne leur attitude face au pouvoir ou la responsabilité dans la rupture de la gauche». Il se réfère en particulier à la déclaration de Maire à la télévision le 3 septembre : «Face à la crise, la gauche est refermée sur elle-même, elle se replie sur des attitudes de conservation». A Maire qui critique l'absence de propositions précises de la part du PCF, Marchais rétorque en rappelant l'existence d'un projet politique du PCF.

Alors que Maire accuse la CGT de recopier l'attitude

Conclusion de Marchais devant le CC du PCF POUR LE MOMENT CONSTRUIRE SEUL «L'UNION NOUVELLE»



l'union à la base

du PCF, Marchais répond par des déclarations de «principe» sur l'indépendance des syndicats et en accusant Maire de collusion avec le PS. Pour la FEN et le SNI, les réponses aux attaques sont moins longues mais pas moins accusatrices. «C'est sans plaisir que nous constatons que de nombreux jeunes enseignants se détournent avec lassitude d'une syndicalisation qui ne leur convient pas, tant ils sont déçus et choqués

par ses compromissions avec le pouvoir».

En ce qui concerne les critiques de la CGC à l'encontre du PCF, Marchais souligne «ce comportement fait douter lourdement de la valeur des déclarations faites par ailleurs par les dirigeants de la CGC sur la nécessaire convergence des luttes des ouvriers, employés et des luttes des cadres contre la politique du pouvoir».

Ainsi, il s'agit pour Marchais d'assimiler toute cri-

tique du PCF, toute conception différente des luttes à une attitude de collusion avec le pouvoir.

En félicitant la CGT pour sa semaine d'action du 3 au 7 septembre, Marchais nous donne une idée du type de lutte sans lendemain que la direction du PCF entend encourager. Il lance également un appel aux adhérents du PCF dans la CGT pour «mettre en œuvre les orientations du 40^e Congrès».

SUR LA SCÈNE
INTERNATIONALE

En récapitulant les récentes rencontres avec des chefs de gouvernement, Marchais vient poser en homme d'Etat et distribuer les avertissements. Il accuse ceux qui évoquent la menace soviétique de vouloir relancer la course aux armements ! Il voit dans l'allusion à une défense européenne «le vieux projet insensé visant à ouvrir à l'Allemagne, l'accès à l'arme nucléaire». Et de menacer toute tentative de ce type par la promesse d'une «réaction ferme et immédiate du PCF».

Après un bilan des plus optimistes pour son parti, Marchais rappelle les mesures prises en direction des intellectuels : envoi en juillet d'un questionnaire relatif à la politique du PCF face aux intellectuels, à plusieurs centaines d'entre eux choisis par le Comité Central, annonce de la présentation de l'équipe de rédaction du nouvel hebdomadaire avant le 15 octobre et création d'un nouvel «institut de recherches marxistes». Cet institut, issu de la fusion de l'institut M. Thorez et du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, sera dirigé par Francette Lazard, membre du Bureau politique du PCF.

D. DELORME

● La bonne parole de Barre

«Gardez courage, embauchez et investissez», tel est le message que Barre a adressé aux chefs d'entreprise. Il leur demande de faire un effort sur les prix, la modération des rémunérations et les investissements. Le premier ministre ajoute sans vergogne qu'«il y a de bonnes opportunités d'embauche». Prix libérés, salaires bloqués et chômeurs à la pelle, voilà le tableau que Barre dresse aux patrons pour les inciter à investir.

● Rêveries d'un radical solitaire

Ce dimanche Fabre donnait son point de vue à la une du *Monde* sur la situation politique actuelle en France. «Rentrée plus sombre qu'à l'accoutumée», «depuis mars 1978, rien n'alimente l'espérance en des lendemains meilleurs», «s'en tiendra-t-on au simple freinage de la décadence ou insufflera-t-on à notre peuple une nouvelle espérance?». Fabre va ainsi de «constats» attristés à des considérations mélancoliques. Attiré par «la base», il regrette qu'avec elle n'aient pas été ouverts «de grands débats» et retrouve l'espoir en exhortant «les citoyens de base» à ne plus être «de simples consommateurs, d'éternels assujettis». «Qu'ils choisissent bien leurs porte-parole afin que leurs voix puissent être entendues bien haut», conclut radicalement notre gentil politologue.

● Nouvelle décote pour Giscard et Barre

Le sondage *France-Soir-IFOP* réalisé du 4 au 11 septembre confirme les très mauvaises notes obtenues par Giscard et Barre dans le sondage *Figaro-SOFRES* effectué une semaine plus tôt. 40 % seulement des 1 600 personnes interrogées se déclarent satisfaites du président, Barre ne recueille que 26 % d'avis favorables. Par rapport au sondage établi en juillet par le même institut les pertes respectives sont de 8 et 6 %. L'écart de 31 points entre les pourcentages des mécontents et des satisfaits représente le plus mauvais résultat jamais enregistré par un premier ministre de la V^e République. Pour Giscard, l'écart (-4 %) est un de ses plus piètres. A peine 17 % de jeunes sont satisfaits, selon le sondage. De quoi alimenter les lamentations de Giscard sur la «disparition d'une croyance collective forte»... en son gouvernement.

Commission d'enquête sur l'information : LES SILENCES DU RAPPORTEUR UDF

La commission d'enquête sur l'information publique, créée sur proposition du RPR le 15 mars dernier, n'aura fourni au président de l'Assemblée nationale, qu'un texte d'une dizaine de pages tout au plus. Voilà qui est peu après six mois d'enquête et près de 2 000 pages de comptes rendus d'auditions. Les résultats concrets seront donc sans doute maigres à moins que ne soient levés les obstacles à la publication de toutes les auditions. La droite et en particulier l'UDF profitent en effet de complications juridiques pour masquer des témoignages significatifs du baillonnage de l'information par le pouvoir.

DE LA DÉMISSION
DU RAPPORTEUR UDF
AU MINI RAPPORT
PRÉSENTÉ PAR LE RPR

Revenons sur les péripéties des dernières réunions. Mercredi, les députés RPR font savoir qu'ils n'accepteront pas les conclusions du rapport de Doufflaques, député UDF du Loiret. Ce rejet interdisant la publication de tout résultat, il ne

restait plus aux commissaires qu'à demander au député UDF un nouveau rapport, ou à élire un nouveau rapporteur. Jeudi UDF et RPR n'ayant pu s'accorder sur un autre texte, Doufflaques démissionne. Le soir même un nouveau rapporteur est nommé : le RPR Martin, le PS s'abstenant et le PCF ne prenant pas part au vote. Le député RPR fait adopter par la commission un texte de quelques lignes qui se borne à constater que les conditions de l'information publique ne sont pas satisfaisantes et que l'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas respectés. Ce rapport très succinct à côté des 800 pages du précédent, présente cependant l'intérêt de pouvoir se gonfler en annexe, des conclusions

restait plus aux commissaires qu'à demander au député UDF un nouveau rapport, ou à élire un nouveau rapporteur. Jeudi UDF et RPR n'ayant pu s'accorder sur un autre texte, Doufflaques démissionne. Le soir même un nouveau rapporteur est nommé : le RPR Martin, le PS s'abstenant et le PCF ne prenant pas part au vote. Le député RPR fait adopter par la commission un texte de quelques lignes qui se borne à constater que les conditions de l'information publique ne sont pas satisfaisantes et que l'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas respectés. Ce rapport très succinct à côté des 800 pages du précédent, présente cependant l'intérêt de pouvoir se gonfler en annexe, des conclusions

restait plus aux commissaires qu'à demander au député UDF un nouveau rapport, ou à élire un nouveau rapporteur. Jeudi UDF et RPR n'ayant pu s'accorder sur un autre texte, Doufflaques démissionne. Le soir même un nouveau rapporteur est nommé : le RPR Martin, le PS s'abstenant et le PCF ne prenant pas part au vote. Le député RPR fait adopter par la commission un texte de quelques lignes qui se borne à constater que les conditions de l'information publique ne sont pas satisfaisantes et que l'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas respectés. Ce rapport très succinct à côté des 800 pages du précédent, présente cependant l'intérêt de pouvoir se gonfler en annexe, des conclusions

restait plus aux commissaires qu'à demander au député UDF un nouveau rapport, ou à élire un nouveau rapporteur. Jeudi UDF et RPR n'ayant pu s'accorder sur un autre texte, Doufflaques démissionne. Le soir même un nouveau rapporteur est nommé : le RPR Martin, le PS s'abstenant et le PCF ne prenant pas part au vote. Le député RPR fait adopter par la commission un texte de quelques lignes qui se borne à constater que les conditions de l'information publique ne sont pas satisfaisantes et que l'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas respectés. Ce rapport très succinct à côté des 800 pages du précédent, présente cependant l'intérêt de pouvoir se gonfler en annexe, des conclusions

QUELS RESULTATS
SERONT PUBLIES ?

La Lettre de la Nation écrit que les députés RPR «ont été particulièrement surpris de constater que le document présenté par M. Doufflaques, bien loin de présenter et mettre en lumière les témoignages originaux enregistrés par la commission d'enquête, s'employait à les masquer pour aboutir à prouver

qu'en matière d'information publique aussi «tout va bien» en France». Le RPR critique encore l'UDF pour avoir présenté la situation actuelle de l'information comme meilleure qu'elle n'était avant 1976.

Si le rapport de l'UDF, silencieux sur la mainmise du pouvoir sur l'information, a été rejeté, le RPR ne semble pas favorable à la publication de l'intégralité des auditions auxquelles a procédé la commission. C'est à la fin de la semaine que sera publié le rapport. D'ici là de belles empoignades sont à prévoir entre les groupes politiques. En effet les députés disposent de 5 jours pour faire opposition. Mais surtout l'UDF, le RPR et le PCF ont annoncé leur intention de faire connaître publiquement leurs positions.

La commission d'enquête aura eu au moins comme résultat de raviver les tensions au sein de la majorité à défaut de révéler les manipulations opérées par le pouvoir sur l'information.

D. DELORME

DES DETENUS BRETONS AFFIRMENT AVOIR SUBI DES TORTURES

Ce lundi 17 septembre s'ouvre à Paris devant la Cour de sûreté de l'Etat le procès de vingt cinq militants autonomistes bretons. Une douzaine d'entre eux sont en détention préventive depuis quinze mois avec parmi eux, les deux autonomistes condamnés pour l'attentat contre le château de Versailles. Les autres inculpés ont été arrêtés au cours d'une rafle anti-FLB effectuée en juin dernier. Dans quelles conditions ont été gardées à vue et interrogées au SRPJ de Rennes les personnes prises dans la rafle : c'était l'objet d'une conférence de presse de l'Association des familles

des détenus bretons, qui a porté de graves accusations contre la police.

Le 11 juillet dernier, Maître de Felice déposait une plainte au nom d'un de ses clients Christian Merrer, jeune professeur de philosophie à Quimper, qui a raconté à son avocat les brutalités qu'il a subies pendant trois heures dans la nuit du 14 au 15 juin : injures, griffures, coups et plus grave encore, mise à nu avec introduction d'une règle dans l'anus. Cette séance de torture peut difficilement être niée par ses auteurs puisque dès le lendemain un certificat médical était délivré par un mé-

decin rennais, faisant état de multiples ecchymoses et éraflures au niveau des biceps, du sternum, des yeux et de l'oreille droite. Depuis le dépôt de la plainte, il ne paraît pas que le parquet de Rennes se soit empressé d'engager une action énergique dans cette affaire. Aussi l'objet de la conférence de presse tenue par l'Association des familles des détenus bretons était en particulier de soutenir l'action de l'avocat ; d'autant que comme le faisait remarquer le Comité antirépression présent à la Conférence de presse : « Il ne s'agit pas là d'un fait isolé, d'une « bavure » comme on dit beau-

coup maintenant, mais bien d'une pratique policière qui tend à se généraliser ». D'autres militants bretons arrêtés avec Christian Merrer ont témoigné eux aussi avoir subi des coups, des injures, des privations de sommeil, etc.

Contre le SRPJ de Rennes, le dossier est donc accablant. Il est scandaleux que la plainte déposée n'ait pas encore connu les suites qui s'imposent. Jusqu'ici en effet le commissaire Le Taillanter, patron du SRPJ de Rennes n'a pas été inquiété, et se contente de répondre qu'il n'est « au courant de rien ».

4 ANS ET 7 MOIS DE PRISON POUR UN INNOCENT

Après l'avoir tabassé, les flics l'obligeaient à signer ses « aveux ». Guy Falgairrolles est alors condamné à 8 ans de réclusion pour un hold-up. Quelques jours plus tard, Yannick Bonal déclarait au Parquet qu'un innocent avait été condamné et que c'était lui le coupable. Une nouvelle instruction le confirme.

L'innocent aura dû attendre 4 ans en prison malgré plusieurs demandes de liberté conditionnelle.

FUITE DE CHLORE DANS UNE USINE DE SAINT-FONS

Vendredi soir à l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons (près de Lyon) plusieurs personnes ont été intoxiquées par une importante fuite de chlore : quatre d'entre elles sérieusement atteintes ont été hospitalisées. C'est ce qu'ont révélé les syndicats de l'usine, la direction cherchant à dissimuler l'accident. Elle n'avait pas prévenu les pompiers, les blessés étant transportés par une ambulance privée de l'usine.

RADIO-AVENTURE EN PROCES RECTIFICATIF

Deux erreurs se sont glissées dans le communiqué paru dans notre numéro de samedi. Le procès de Radio-Aventure se tiendra jeudi à 13 h 30 (et non 16 h 30). Envoyer le soutien financier à Daniel Felhendler.

Périgueux : onze inculpés dans un trafic d'hormones pour veaux

Manger du veau, cela coûte cher et de plus c'est plutôt dangereux. En juillet dernier, plusieurs personnes victimes d'une intoxication alimentaire en ont fait l'expérience à Marmande (Lot-et-Garonne). Mais cette affaire n'est pas restée sans suites. L'enquête a permis en effet de remonter une véritable filière spécialisée dans le trafic d'hormones œstrogènes utilisées clandestinement pour favoriser la croissance du bétail, notamment les veaux. L'organisateur de ce trafic est un notable régional, Georges Barre, vétérinaire, directeur d'une polyclinique animale à Notre-Dame de Sanilhac (Dordogne). Lui et sa femme, pharmacienne, étaient les fournisseurs en œstro-

gènes d'éleveurs de la région de Périgueux. Les intermédiaires eux aussi arrêtés et inculpés sont pour la plupart des vétérinaires ou des assistants-vétérinaires : au total onze personnes dont une s'est suicidée en prison.

C'est la première fois qu'un réseau aussi important est démantelé. Mais il est notoire que l'utilisation d'hormones, bien qu'interdite par la loi est assez largement répandue chez les éleveurs, qui s'approvisionnent auprès de certains vétérinaires. Des analyses effectuées en 1978 au laboratoire central de Maisons Alfort ont montré que 70 % des veaux examinés présentaient des te-

neurs « supérieures aux normes réglementaires ». L'effet des hormones œstrogènes tient dans une croissance rapide des animaux, le revers étant une proportion impressionnante d'eau dans la viande : pour le consommateur cela se traduit par des rôtis qui réduisent à vue d'œil. Mais il y a beaucoup plus grave : ces hormones ont un effet cancérigène, et peuvent provoquer chez les femmes enceintes des malformations du fœtus. Il faut souhaiter que l'affaire Barre permette de poser publiquement le scandale de l'utilisation clandestine, mais connue des pouvoirs publics qui laissent faire en général) des hormones œstrogènes.

VAULX-EN-VELIN : LES HABITANTS D'UNE CITE HLM CONTRE LES FLICS

Samedi après-midi les flics intervenaient à la cité de La Grappinière à Vaulx-en-Velin (près de Lyon) pour mettre la main sur un jeune algérien (« voleur » de voitures. Ils ont été accueillis par les habitants de la cité (« jeunes et vieux », diront les flics) à coup de bouteilles, de cailloux, de poubelles...

Cette cité, construite dans les années 60, n'a cessé de se dégrader... Elle fut alors transformée en ghetto pour immigrés. La police y venait alors régulièrement : rondes, contrôles, brimades.

Samedi la colère a explosé.

● Affaire Moreau : la justice au secours de la police

On se souvient que la préfecture n'hésitait pas à justifier les brutalités policières commises contre l'éditeur Alain Moreau et sept autres personnes (cf QdP de mercredi dernier) en affirmant que « tout cela ne serait pas arrivé si Alain Moreau avait dit qu'il était éditeur ». Argument étonnant qui ne semble pas avoir étonné pourtant le procureur de la République : il a choisi, lui, de poursuivre les victimes pour « outrages et violences à fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions ». Le procureur Le Guéhenec a même cru bon d'ajouter un commentaire en date du 13 septembre où il reprend sans sourciller la version des policiers. De plus, selon lui, aucune plainte ne lui aurait été adressée par Alain Moreau, ce que ce dernier conteste formellement. Cependant le procureur ajoute qu'en cas de plaintes « elles donneront lieu à l'ouverture d'une information qui sera conduite avec la même objectivité que la première... ».

A signaler enfin que le Syndicat général de la Police « apporte son entier soutien » aux policiers et estime que « le comportement de l'éditeur à l'égard de la police est une pratique qui tend à se généraliser de plus en plus... ».

BAVURES DE LA RENTREE

A Villeneuve le Roy (Val de Marne) : il n'y avait que deux institutrices pour 85 élèves. L'école est occupée par les enseignants et les parents d'élèves.

A St Martin du Tertre (Val d'Oise) : les parents occupent l'école primaire : il y a plus de 45 élèves par classe.

A Wassy (Haute-Marne) : occupation là-aussi pour protester contre la suppression de nombreuses classes.

Lycée de Gonesse (Val d'Oise) : il manque deux classes de seconde, deux surveillants et 3 M.A. Les enseignants sont en grève.

Aumont (Val d'Oise) : les parents occupent le groupe Gabriel Péri pour réclamer l'ouverture d'une classe.

Le chômage des M.A. : quelques exemples cités par le SGEN-CFDT : à Orléans, 570 M.A. ne sont pas encore repris sur les 1300 en poste continue l'an dernier ; à Dijon, 746 sur 1436 ; 446 à Poitiers ; à Besançon 300 sur 545 ; la section d'académie du SGEN à Besançon appelle à la grève ce lundi.

Dans le 19^e : la nouvelle école de la rue Rampal est occupée par les parents : sur quatre classes, deux seulement ont été ouvertes, laissant 68 enfants à la porte.

Pays de Loire : RENTREE CATASTROPHIQUE POUR LE PERSONNEL NON TITULAIRE

260 maîtres-auxiliaires sur 600 ne sont pas renommés dans les collèges et lycées. 90 M.A. sont dans la même situation dans les LEP. Telle est la situation dans les pays de Loire. De plus, le recteur a profité des vacances scolaires pour licencier 8 M.A. de philosophie ; motif invoqué : grève de 24 heures au moment des épreuves du bac. Face à cette situation (certainement la rentrée la plus désastreuse pour le personnel depuis de nombreuses années), la riposte s'organise. Sur leurs acquis de juin 1979 (action de blocage des examens) les différents comités de maîtres-auxiliaires des 5 départements de la région, appuyés par le SGEN-CFDT et la tendance Ecole Emancipée de la FEN, ont lancé une série d'actions. Dans le Maine et Loire, le jour de la rentrée, le comité de M.A. appelait à la grève et à un rassemblement devant un lycée d'Angers pour bloquer l'entrée des élèves. De nombreux établissements du département ont été largement

perturbés par ces actions. A la suite de ce blocage une assemblée générale s'est tenue pour tirer un premier bilan et pour envisager les moyens à mettre en œuvre pour que :

— soit annulée la procédure de licenciement des 8 M.A. de philosophie.

— pour que les centaines de M.A. qui sont sur la touche soit réemployés.

Il faut noter que le rectorat vient d'envoyer une lettre aux maîtres auxiliaires les incitant à s'inscrire sans attendre à l'ANPE. Alors que Beullac annonçait il y a quelques jours que tous les maîtres auxiliaires seraient réemployés avant le 31 octobre. A noter également l'attitude du SNES, qui lors de la dernière commission de renouvellement des M.A. a refusé de communiquer les noms des maîtres auxiliaires qui seraient renommés aux nombreux maîtres auxiliaires venus attendre au rectorat la fin de la commission.

Corres. ANGERS

● Michel Graindorge maintenu en prison

L'avocat belge, Michel Graindorge, arrêté le 31 août dernier, après l'évasion de son client François Besse, est maintenu en prison. Ainsi en a décidé la Chambre des mises en accusation de Bruxelles, qui a confirmé l'inculpation de « complicité d'évasion ». Elle a toutefois écarté l'inculpation de « complicité de prise d'otage ».

Le même jour, une centaine de personnes ont manifesté devant le Palais de Justice de Bruxelles pour soutenir l'avocat ; celui-ci a déclaré qu'il se considérait désormais « comme un détenu politique ».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compt N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

NOUS INFORMONS NOTRE AIMABLE CLIENTELE

Travailler le dimanche dans les grands magasins ? Le Conseil des ministres en a évoqué la possibilité le 4 juillet. Un projet de loi sera déposé à l'Assemblée nationale, prévoyant la suppression « du repos hebdomadaire devant être obligatoirement donné le dimanche » conformément à l'article L. 221.5 du Code du travail. Le ministre du Commerce vient de rappeler qu'il y était favorable, « dans l'intérêt des consommateurs ». De même, les patrons des grands magasins, bien que la législation actuelle et les nombreuses dérogations qu'ils obtiennent leur donnent déjà de grandes facilités pour planifier la vente.

Alors, les centres commerciaux, les grandes surfaces... ouvertes le dimanche ? Les employés, eux, ne l'entendent pas du tout de cette oreille.

Dès l'annonce faite par le Conseil des ministres, au Printemps de Paris, boulevard Haussmann, une pétition hostile à l'ouverture le dimanche a circulé, à l'initiative de la CGT. Elle a aussitôt recueilli l'assentiment de 80 % du personnel ; puis, après la constitution d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO, un débrayage de 2 heures le 5 septembre a réuni près de 2 500 employés. Revendications mises en avant : refus du travail le dimanche et de l'ouverture tardive des boutiques sur la rue, conséquence de la volonté du Maire de Paris de transformer la rue Caumartin en rue piétonne.

La mobilisation est engagée également au BHV, où s'est produit le 7 septembre un débrayage important.

L'ensemble des syndicats, y compris la CGC, font front commun contre le travail le dimanche. Une journée d'action a été décidée le 21 septembre sur la région parisienne.

Depuis l'évocation du travail le dimanche pour les employés de Commerce, les bulletins radios, des émissions télévisées ont déjà fait part des positions des uns et des autres. Le débat est donc lancé. Mais si certains clients, y compris d'origine populaire, sont plutôt favorables à l'ouverture dominicale des grandes surfaces, les conséquences pour les employés sont importantes.

Disponibles 7 jours sur 7

Pour l'immense majorité des employés des grands magasins, travailler le dimanche est ressenti comme un retour à l'esclavage, un bond en arrière, avant la loi de juillet 1906 sur le repos dominical.

D'autant plus que la situation des employés du Commerce est déjà peu brillante. Main d'œuvre essentiellement féminine (72% en moyenne), très peu payée (le salaire moyen au Printemps est de 2200 F, et dans les autres magasins, dépasse tout juste le SMIC...), souvent en mauvais rapport avec la clientèle, et devant effectuer des transports importants (parfois 4 H par jour !).

Pour ces travailleurs, que signifierait l'obligation de travailler le dimanche ? Ce jour-là, rien ne fonctionne, rien n'est organisé dans cette société pour quelqu'un qui travaille. Les transports sont moins fréquents, correspondent plus aux horaires de promenade qu'à ceux du travail. Les écoles sont toutes fermées,

sans parler des crèches et des garderies !

Le dimanche, jour de repos commun à la plupart des travailleurs du secteur privé permet, après une semaine de travail surchargée, vécue à toute allure, de prendre un maigre repos entre conjoints, de s'occuper des enfants, de veiller un tant soit peu à leur éducation... Il est évident que pour la plupart des couples dont l'un des deux « irait au charbon » le dimanche, contrairement aux allégations du Ministre d'aménagement du temps de travail, cela signifierait une nouvelle aggravation des conditions de vie imposées aux travailleurs.

Quant à l'argument que « cela peut procurer du travail à ceux qui n'en ont pas », il est vite balayé : le projet gouvernemental, loin d'aboutir à une création de postes, ne vise qu'à un aménagement de l'horaire de travail, avec le personnel existant, même si parfois l'embauche d'intérimaires, pour une durée limitée, peut survenir.

Un dangereux précédent

« Au service des consommateurs » se prétend le ministre du Commerce. Ce serait bien la première fois que l'intérêt des travailleurs-consommateurs est respecté !

Comme le montrent les quelques réactions de clients du Printemps, l'idée que « ce sera plus facile de faire ses courses le dimanche » est une réalité qu'il faut bien prendre en compte. Le

fait que Darty réalise 33% de son chiffre d'affaires le dimanche l'atteste.

Certes, l'organisation capitaliste actuelle du travail ne permet pas aux travailleurs d'effectuer leurs achats de façon conséquente durant la semaine. A cause du lieu de travail très éloigné du domicile, des horaires démesurés, de ce fait, ajoutés à l'énerverment et la fatigue d'une longue journée de boulot, tout cela ne permet pas de faire ses courses dans de bonnes conditions.

Le samedi est souvent l'occasion pour de nombreuses familles populaires de venir « en famille » effectuer leurs achats. C'est aussi le jour où l'on fait de gros investissements, comme acheter une télévision ou un article électro-ménager. C'est aussi fréquemment la « sortie » du week-end, réduite à emmener les gosses au super-marché du coin, à longer les rayons en guise de promenade, voire pour certains à rencontrer des amis ou des voisins et ainsi faire la causette impossible les jours de semaine... Due à l'absence d'équipements socio-culturels, de lieux collectifs, il faut dire que cette vie en société (mal) organisée est lamentable...

Si le super-marché est ouvert, qui s'y rendra ? Le chômeur, qui de toute façon n'a pas plus d'argent ce jour-là que les autres ? Quand on touche le SMIC, qu'on a des enfants en bas âge, que les fins de mois obligent à rivaliser de prouesses, les poches seront aussi vides le dimanche !

On a vu d'où provient ce « besoin » de faire ses courses le dimanche pour beaucoup de tra-

QUE NOUS SERONS OUVERTS TOUT LE DIMANCHE...

Par Michel BERTEL



Pour beaucoup d'entre nous, la seule « promenade » du week-end...

vailleurs. Le gouvernement en saisit le prétexte pour développer son offensive contre les horaires de travail, dans le Commerce. Ne serait-ce pas un dangereux précédent, progressivement étendu à d'autres corporations, d'autres professions sous cou-

vert d'autres « besoins » de la population ?

A l'heure où Ceyrac parle de « potentiel industriel qui ne tournerait pas à plein », où les patrons insistent sur la rentabilisation maximum de l'outil de travail, le danger est réel.

La lutte est engagée

« Et devant la gravité de la situation, plus que jamais, la mobilisation de l'ensemble des travailleurs du Commerce est nécessaire », estime la CFDT du Commerce Parisien, qui ajoute mais l'action contre le travail le dimanche ne sera efficace que si elle réunit consommateurs-travailleurs dans un même combat pour avoir tous et toutes du temps pour vivre.

C'est pourquoi, outre les journées d'action déjà programmées pour le 21 septembre, une sen-

sibilisation dans les entreprises autour des grandes surfaces est prévue dans un premier temps. Les différentes actions menées par les employés du commerce, leurs syndicats et des organisations de consommateurs, un peu partout en France, lors des fêtes de fin d'année 1978, contre l'ouverture en nocturne ou le dimanche, permettent d'envisager avec succès la poursuite de l'offensive engagée au Printemps et au BHV, ainsi que dans plusieurs grandes surfaces de province.

Le projet gouvernemental

Le projet de loi est clair : c'est la remise en cause du dimanche comme jour de repos commun à tous les travailleurs. Selon la législation encore en vigueur, des dérogations peuvent être accordées ; mais seulement pour une durée limitée, sur une localité ou un département. Dans le commerce alimentaire, le repos peut toutefois partir du dimanche midi, si le magasin est ouvert le matin. Mais avec un jour de repos compensateur pour les employés. La législation prévoit en outre la consultation des organisations syndicales par le Maire ou le Préfet avant d'accorder des dérogations, qui ne peuvent dépasser 3 dimanches par an, et il y a alors majoration de salaire et repos compensateur.

D'autre part, le projet stipule qu'à l'intérieur d'un magasin, certaines parties pourraient fonctionner le dimanche, alors que les textes actuels visent l'ensemble des établissements. Ainsi, les grandes surfaces pourront ouvrir des rayons comme l'ameublement ou l'électroménager le dimanche, ou des surfaces alimentaires, leur rayon charcuterie ou poissonnerie...

L'objectif est simple : rentabiliser au maximum : 7 jours sur 7, les investissements, en ouvrant les rayons le plus longtemps possible, utiliser encore plus rationnellement le potentiel de

vente, et permettre une plus grande rotation des stocks...

Lorsque les patrons des grands magasins, à la veille de Noël et du jour de l'an, en 1978, ont quasiment tous demandé des dérogations pour l'ouverture les 24 et 31 décembre, ils sont allés jusqu'à proposer 200 à 300 % de majoration de salaire assortie d'une journée de récupération, pour mener à bien leur projet. Aujourd'hui, avec le projet gouvernemental, cela sera différent : le dimanche sera un jour normal, sans être payé en heures supplémentaires, sans jour de récupération.

D'autres conséquences vont en découler : les employés ne pourront pas refuser de travailler le dimanche sous prétexte qu'ils ont des enfants, car ce sera l'horaire légal de travail. De même, leurs jours de repos consécutifs (à conditions qu'ils le soient encore !) pourra être le jeudi et le vendredi, indépendamment du repos des enfants ou du conjoint...

Après avoir étendu la pratique des nocturnes le vendredi soir ou les veilles de fêtes, grignoté les horaires journaliers par de fréquentes dérogations... les patrons des grands magasins ne manquent pas de souffle !

QUELQUES REFLEXIONS DE CLIENTS...

Il est 15 heures, boulevard Haussmann. C'est l'affluence normale au Printemps de Paris. A la sortie du magasin, j'interroge quelques clients.

L'ouverture un dimanche ? Les avis sont partagés. Deux ménagères s'exclament : « Le dimanche, c'est sacré ? C'est un jour où l'on a des tas de choses à faire ». « C'est pousser à la consommation ». L'une d'entre elles, catégorique, affirme : « Moi, je ne viendrai pas le dimanche ! »

Une employée de bureau, la quarantaine, dont c'est le jour de repos, pense qu'« avec tous ceux qui sont au chômage aujourd'hui, cela procurerait du travail. Et les jeunes célibataires qui n'ont pas d'obligations familiales y trouveront leur compte. Puis, il faut voir la facilité pour les gens. Beaucoup de corporations travaillent le samedi ou tard le soir ; venir le dimanche sera plus facile ».

Pour cet autre client, l'opinion est semblable : « Pourquoi pas ? C'est un jour comme les autres ! En sortant à 6 heures la semaine, avec les temps de transport, on ne peut pas faire ses courses ! »

J'interroge deux employées du Printemps. Elles sont unanimes. « Ah non, pas le dimanche ! » Elles pensent que c'est le jour où l'on s'occupe des enfants, où l'on est avec son mari...

Bien que la clientèle du Printemps ne soit pas représentative des autres magasins (beaucoup de touristes, prix très élevés...) ces quelques opinions reflètent évidemment où se situe le débat. A noter que bien souvent les conséquences qui en découleraient pour les employés du Commerce ne sont pas présentes à l'esprit voire ignorées, les vendeuses étant un peu considérées, y compris par des travailleurs, comme des gens à part...

ACCELERATION DES LIVRAISONS D'ARMES SOVIETIQUES A HANOI

Selon des informations provenant de Thaïlande, l'URSS accélère actuellement ses livraisons d'armes au Vietnam et aux troupes vietnamiennes qui occupent le Cambodge. En effet, les avions-cargos soviétiques qui effectuent ces livraisons survolent l'espace aérien thaïlandais. L'URSS a demandé aux autorités de Bangkok que le rythme actuel de 4 avions par semaine soit porté à 20. D'autre part deux avions-cargos soviétiques font chaque jour la navette entre le Vietnam et Phnom-Penh. Ils ont récemment acheminé plusieurs dizaines de chars au Cambodge. Selon les estimations faites en observant ces transports, les livraisons d'armes soviétiques à Hanoi se monteraient aujourd'hui à 4 millions de dollars par jour au cours des deux derniers

mois contre 2 millions auparavant.

Ces préparatifs militaires de grande envergure coïncident avec la fin de la saison des pluies d'ici quelques semaines. Pendant la saison des pluies, depuis mai dernier, les troupes d'occupation vietnamiennes n'ont pas pu continuer à mener des opérations importantes. Ces dernières semaines, les forces militaires patriotiques, regroupées en petites unités très mobiles ont pu remporter d'importants succès contre l'occupant. Selon plusieurs sources, l'armée de Hanoi semble connaître un certain nombre de difficultés. On signale notamment des cas de désertions de soldats vietnamiens ainsi que des affrontements entre soldats du régime fantoche et soldats vietnamiens. Avec les livraisons

massives d'armes et d'équipements, les dirigeants de Hanoi voudraient en finir une fois pour toute avec la résistance cambodgienne : ce sont des combats acharnés et très durs qui se préparent pour le début de la saison sèche, notamment en décembre-janvier.

Khieu Samphan et Ieng Sary, dirigeants du Kampuchea démocratique, qui s'étaient rendus à la Havane pour participer au sommet des non-alignés ont regagné le Cambodge la semaine dernière. Auparavant, Khieu Samphan, chef de l'Etat du Kampuchea démocratique avait fait parvenir au secrétaire général de l'ONU le projet de programme politique du «Front de grande union nationale patriotique et démocratique du Kampuchea».

Le programme de ce front est d'unir contre l'invasion vietnamienne toutes les forces démocratiques et patriotiques du pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le prince Sihanouk à qui la direction de ce front avait été proposée a refusé, annonçant qu'il prendrait la tête d'un front regroupant plusieurs organisations de réfugiés cambodgiens. Le programme du Front préconisé par Khieu Samphan prévoit également l'organisation d'élections sous contrôle de l'ONU. La présentation du programme de ce front est importante alors que la question de la représentation du Cambodge doit faire l'objet d'un débat au cours de la session de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'ouvre cette semaine.

J.-P. C.

PREPARATION DES PRESIDENTIELLES AUX USA

La candidature Kennedy : un nom pour quel programme ?

Alors que Carter continue à battre tous les records d'impopularité d'après les sondages, on continue à parler de plus en plus de l'éventualité d'une candidature d'Edward Kennedy. La semaine dernière celui-ci a, pour la première fois envisagé cette possibilité, alors que des journalistes le pressaient de questions. Il a déclaré qu'il donnerait une réponse définitive à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine. Il est en effet particulièrement habile pour le troisième Kennedy de retarder le plus possible l'annonce de sa candidature. Il peut laisser Carter se discréditer davantage, le vide politique se creuse, tandis qu'à l'abri des attaques, il peut élaborer un programme.

Car c'est bien la question qui est posée : au-delà de la magie du nom de la famille, que va proposer Edward Kennedy ? Sur de nombreux problèmes aussi bien intérieurs (plan pour l'énergie) qu'extérieurs (affaire Young, SALT II, troupes soviétiques à Cuba), le pouvoir politique souffre aux USA d'un manque de crédibilité. Il y a à la fois une crise dans les milieux dirigeants, entre la Maison-Blanche et les parlementaires, mais aussi une crise de confiance de l'électorat, avec un taux d'abstentions croissant. Conformément aux

mœurs de la politique américaine, il est probable que Kennedy a élaboré une plate-forme centralisant toutes les critiques faites dans le parti démocrate à Carter, pour une raison ou une autre ; ce qui ne donnera pas d'indication sur la politique qu'il pourrait mettre en œuvre une fois au pouvoir, pas plus que les promesses de Carter n'annonçaient vraiment sa politique. Mais il faut également suivre l'action d'un troisième candidat à l'investiture du parti démocrate, le gouverneur de Californie Jerry Brown. En attendant de découvrir leurs intentions les candidats éventuels vont sans doute continuer à lancer des révélations, par journalistes interposés, sur les tares respectives des autres.

LA RATIFICATION DU TRAITE SALT II

Pour le moment, l'un des problèmes les plus brûlants que Carter doit affronter, est la question de la ratification par le Sénat du traité SALT II qu'il a signé avec Brejnev en juin. Il doit réunir pour cette ratification une majorité des 2/3. Or, surtout depuis la polémique au sujet des troupes soviétiques à Cuba, il semble de plus en plus difficile de réunir le nombre de voix nécessaire. Le président américain



Carter et Kennedy : rira bien qui rira le dernier.

semble vouloir retarder le vote à novembre ou décembre pour persuader les sénateurs. Il en a reçu plusieurs la semaine dernière. Il semble que plusieurs sénateurs envisagent de faire dépendre leur vote de la présentation du budget de défense américain le mois

prochain. Ils n'accepteraient la ratification que si le budget pour les années à venir leur semble suffisant pour garantir une suprématie militaire des Etats-Unis face à l'URSS.

J.-P. C.

ACCORD ECONOMIQUE FRANCE-RDA

A la suite de la visite en France d'une délégation d'Allemagne de l'Est, des accords économiques entre les deux pays ont été signés. Ils prévoient que la RDA achètera pendant cinq ans 12 milliards de biens d'équipements et d'installations complètes. La France doit importer une valeur analogue pendant

la même période, notamment en biens d'équipements.

GRANDE-BRETAGNE : INFLATION RECORD

En Grande-Bretagne, l'inflation a atteint le taux record de 15,8 % d'octobre 1978 à octobre 1979, ce qui la place en tête des pays capitalistes industrialisés de ce point de vue.

Selon Orlov, cinq millions de personnes aux travaux forcés en URSS

Youri Orlov, dissident soviétique condamné à sept ans de camp de travail en 1978 et actuellement détenu au camp de Perm dans l'Oural, a fait parvenir en Europe un «rapport sur le régime pénitentiaire» en URSS. Il y écrit : «Le nombre global des détenus... n'est pas inférieur à trois millions et le nombre total de personnes astreintes aux travaux forcés n'est pas inférieur à cinq millions ; c'est-à-dire qu'il est de l'ordre de 2 % de la population». Tous ces déportés et détenus ont en général été arrêtés pour des inculpations de droit commun, telles que «parasitisme», alcoolisme. Mais on sait que de tels griefs ont été utilisés fréquemment contre les intellectuels dissidents ou contre les fondateurs du syndicat libre.

Dans l'Humanité de samedi, on ne trouvera pas trace de ces informations. Par contre, un article intitulé «Des Soviétiques impatients» rend compte d'une résolution du Comité central du PCUS sur l'«ordre public». Le journal du PCF signale l'intérêt de ce texte où il est dit que «les organismes de la sécurité publique doivent cimenter leurs liens avec les collectifs de travail et avec l'opinion publique...».

La Grèce accorde des facilités portuaires à l'URSS

Le gouvernement grec vient d'annoncer sa décision d'accorder des facilités portuaires à la flotte soviétique en mer Egée. Les travaux de construction de docks flottants ont déjà commencé dans l'île de Cyros. Ces installations vont s'ajouter aux 4 points d'ancrage dont dispose la flotte soviétique au large de la Crète. Cette décision survient une semaine avant le début des négociations sur le retour de la Grèce à l'OTAN, qu'elle a quittée depuis 1974.

URSS : les «voyous des ondes» sévissent

Selon la radio suédoise, un ouvrier moscovite de 24 ans vient d'être condamné à deux ans de travaux forcés pour avoir diffusé des émissions de radio avec un émetteur de sa fabrication. Il a été arrêté ainsi que deux autres Moscovites suite à une campagne des autorités soviétiques contre les émetteurs illégaux qui semblent particulièrement nombreux en Union Soviétique si l'on en croit la presse qui périodiquement s'insurge contre ce qu'elle appelle les radios «houligan» ou «voyou des ondes».

Erythrée : le FPLE annonce la prise d'une garnison

Le FPLE a annoncé qu'il s'était emparé le 7 septembre d'une garnison éthiopienne dans la région d'Idi-Aghe, à 15 km de Decamere. Les combattants du FPLE ont récupéré une quantité importante d'armement et ont mis hors de combat 200 soldats éthiopiens, a indiqué un porte-parole de l'organisation. D'autre part, à l'occasion du 5^e anniversaire de la prise du pouvoir par la junte militaire, Kossyguine s'est rendu en visite en Ethiopie.

PEROU

Alors que la grève des enseignants péruviens se poursuit depuis le mois de juin, des affrontements ont eu lieu dans plusieurs villes entre la police et des grévistes occupant des écoles. Plusieurs grévistes ont été tués.

IRAN

Les membres de la Constituante iranienne ont adopté à l'article 5 du projet de Constitution une formule selon laquelle «le pays et son gouvernement seront guidés par un homme connu pour ses qualités de courage, honnê-

té, savoir, sagesse» ou bien par un collège de dignitaires religieux.

USA - EL SALVADOR

Alors que les manifestations de masse contre le régime ainsi que les affrontements des guerrilleros avec l'armée se multiplient, Carter a dépêché un envoyé spécial au dictateur Romero pour lui demander de changer sa politique et d'avancer la date des élections présidentielles. Les diplomates américains estiment que l'insurrection est imminente au Salvador.

A Renault-Le Mans

NOUVEAUX DEBRAYAGES

Le licenciement de deux ouvriers, les salaires à l'origine du mécontentement qui grandit

En fin de semaine, de nouveaux débrayages ont eu lieu à l'usine Renault du Mans. 4 000 travailleurs de l'usine, soit 80 % des ouvriers ont débrayé durant plusieurs heures dans les ateliers de l'entreprise vendredi.

A l'origine de cette grève massivement suivie, plusieurs raisons : une raison immédiate d'abord : le licenciement de deux travailleurs accusés de s'être battus contre un contremaître. Les deux ouvriers contre lesquels une procédure de licenciement a été engagée travaillaient à l'atelier qui monte les trains avant et arrière de la Renault 5. Ils sont accusés d'en être venus aux mains avec un contremaître de l'atelier, après qu'une machine soit tombée en panne.

300 FRANCS POUR TOUS !

Mais ce n'est pas seulement contre la répression

que les travailleurs de la régie se sont mis en grève. Ils exigent et cela depuis quelques temps déjà, diverses et importantes revendications dont la direction de l'usine ne veut pas entendre parler. Il s'agit d'abord d'exigences salariales : les grévistes réclament une augmentation uniforme de 300 F pour tous, pour compenser la hausse du coût de la vie, aggravée encore pendant l'été par les augmentations que l'on sait. Autres revendications déposées : la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures et ce, sans perte de salaire, et également la retraite à 60 ans et à 55 ans pour les emplois féminins.

Ce mouvement n'est pas

tout à fait le premier depuis quelques temps à Renault le Mans ; car le mécontentement est grand ; déjà, il y a quelques jours, mardi dernier exactement, plusieurs milliers d'ouvriers de l'usine avaient défilé dans les ateliers pour les mêmes revendications.

CONTRE LES CADENCES

Le mécontentement des travailleurs de la régie ne concerne toutefois pas uniquement la question des salaires mais aussi celle des conditions de travail : les cadences n'arrêtent pas d'augmenter. Ainsi à la mi-août, dans l'atelier des Renault 5 (où deux ouvriers sont donc licenciés) un puissant arrêt de travail avait déjà eu lieu pour s'opposer à l'augmentation de la charge de travail, cette augmentation des cadences découlant

de nouveaux moyens de montage que la direction de la régie met en place. Les travailleurs refusaient de travailler plus malgré la prime — véritable carotte tendue par la direction — de 1 000 F offerte alors. Les travailleurs à juste titre refusaient d'user leur santé pour quelques billets.

A l'époque, il convient de noter que seuls 30 % des travailleurs alors présents dans l'usine — soit 30 % de 2 000 ouvriers — avaient débrayé à cette occasion pour cette revendication générale. Le nombre, on le constate aujourd'hui, a nettement grandi depuis, signe du « rras le bol » profond existant à la régie. La direction pourrait bien avoir quelques surprises. Cela est déjà arrivé, il n'y a pas si longtemps à la régie !

● Chevènement pour une candidature Mitterrand

Au club de la presse d'Europe 1, Chevènement a estimé que Mitterrand serait le meilleur candidat possible pour le PS en 1981, et il s'est affirmé convaincu de réaliser sur ce point l'unanimité du PS. Un vif débat l'a d'autre part opposé à Andrieu sur la notion d'union à la base, Chevènement l'interpellant pour savoir si un secrétaire de section socialiste était un interlocuteur valable pour un secrétaire de section du PCF, question d'Andrieu éluda. Un avant-goût du ton probablement peu amène qui sera celui de la rencontre au sommet de jeudi.

● Attentats à Paris

Samedi, après 21 heures, une bombe a explosé au 22 de la rue d'Estrée (Paris 7^e) à l'entrée d'un immeuble où se trouvent deux ministères. Celui de la Santé et celui du Travail. Attentat non revendiqué.

Dimanche matin à 7 heures : c'est le siège de la Sonacotra qui est visé : là aussi les dégâts matériels sont importants. Par un coup de téléphone à l'AFP, cet attentat a été revendiqué par des « groupes autonomes pour l'action armée ». Motif : une réponse à l'abus de pouvoir qu'exerce l'Etat policier et ses patrons. Aucun rapport avec les formes de luttes que les résidents Sonacotra mènent depuis 5 ans.

● Course à la présidence



Le président Carter a donc vérifié dans la pratique le principe de l'idéal olympique : « L'important, c'est de participer ». Doping ou sénilité, il s'est effondré au cours d'un cross. Du coup, sa cote redescend dans les sondages.

Sur la touche pour l'instant, Ted Kennedy assistait, en spectateur attentif, à l'effondrement de ce piètre concurrent. Un hasard ?

COUP D'ETAT MANQUE EN TUNISIE ?

A Alger, un opposant tunisien au régime de Bourguiba a annoncé qu'un coup d'Etat aurait échoué il y a une semaine. Ce coup d'Etat aurait visé à éliminer le premier ministre tunisien Nouira, successeur désigné du président Bourguiba. On a remarqué que le ministre des armées avait été destitué depuis une semaine.

coalitions se tiennent en effet à 2000 voix près (0,1%) avec un léger avantage (un siège) pour la coalition des sociaux-démocrates et des révisionnistes. Le décompte des votes par correspondance fera la décision.

PAYS BASQUE: MANIFESTATION INTERDITE

Une manifestation, prévue à Biarritz samedi après-midi pour protester contre un nouvel attentat visant un réfugié basque, n'a pas pu se tenir. Les flics ont effectué un véritable quadrillage de la ville en occupant tous les points stratégiques (édifices publics, places et carrefours).

ELECTIONS SUEDOISES: INCERTITUDE

C'est seulement mercredi que l'on connaîtra le vainqueur des élections suédoises : les deux

Conférence sur le Zimbabwe

MARGARET THATCHER DEFEND LES COLONS

Les négociations se sont poursuivies la semaine dernière à Londres dans le cadre de la conférence « constitutionnelle » sur le Zimbabwe. Jeudi, la Grande-Bretagne avait fait connaître ses propositions pour une Constitution du Zimbabwe. Dans son projet, le gouvernement britannique prévoit des privilèges exorbitants pour les colons blancs au nom de la « défense des droits de la minorité ». Comme dans la Constitution du régime actuel, il y aurait toute une série de clauses garantissant aux colons des postes dans la fonction publique, garantissant leurs places

dans la société et l'économie. Tous deviendraient automatiquement citoyens du Zimbabwe. De plus, comme dans le Parlement actuel de Salisbury, ils auraient un tiers des députés élus sur des listes à part.

Le Front patriotique a repoussé ces propositions : pour le Front, le Zimbabwe indépendant doit garantir sans aucune discrimination les droits des citoyens, quelle que soit la couleur de leur peau. Mais, en aucun cas, cette égalité ne peut être assurée par des « garanties » qui sont des privilèges. En effet, de quoi s'agit-il avec les propositions britanniques si ce

n'est de la « garantie » pour les colons de rester toute leur vie officiers, juges, flics, patrons ou fermiers afin de perpétuer le système d'oppression et d'exploitation rhodésien, quitte à partager avec des bourgeois africains. Mis à part les mercenaires et les criminels de guerre qui doivent partir ou être jugés, le mouvement de libération reconnaît aux colons le droit de vivre et de gagner leur vie ainsi que d'exercer des droits de citoyens dans le cadre du suffrage universel. Mais le Front prévoit en même temps un projet de Constitution permettant de détruire le système raciste colonial : c'est ainsi que ce projet donne le droit à l'Etat du Zimbabwe indépendant d'exclure tout fonctionnaire et de confisquer toute propriété « dans l'intérêt de la nation ».

Dans le cours de la conférence, l'unité fragile du régime en place à Salisbury s'est rapidement lézardée. En effet, le raciste Smith, ancien premier ministre et membre de la délégation du gouvernement Muzorewa s'est déclaré insatisfait des propositions britanniques qu'il trouve insuffisantes pour les colons. De son côté, Sithole ancien ministre de Muzorewa, et dont les forces armées ont été massa-

crées par l'armée du régime, s'est désolidarisé de l'évêque, espérant gagner quelque chose à la conférence. De toute façon, le débat sur la Constitution reste bien formel tant que ne sont pas abordées les questions fondamentales que le Front a imposées dans l'ordre du jour : qui aura réellement le contrôle du pays pendant la période de transition, comment sera composée la nouvelle armée ? Qui contrôlera les forces de sécurité pendant la période des élections ?

J.P. CHAMPAGNY

ARRESTATIONS EN TCHECOSLOVAQUIE

Ce ne sont pas six personnes, comme on l'avait cru initialement, mais une douzaine qui auraient été arrêtées la semaine dernière dans différentes villes du pays. Elles seraient accusées de « commerce illicite » pour avoir diffusé des livres religieux, et risqueraient 3 ans de prison.

● Afrique du Sud : un nouveau bantoustan que personne ne reconnaît

Le régime raciste d'Afrique du Sud a proclamé jeudi dernier l'« indépendance » du bantoustan de Venda. Les bantoustans sont des réserves dépourvues de toutes ressources naturelles et économiques dans lesquelles les racistes parquent les travailleurs noirs. En donnant une fausse indépendance à ces enclaves désertiques totalement dépendantes de l'Afrique du Sud, le régime de Prétoria prétend répondre aux revendications des Noirs pour le pouvoir et le contrôle du pays. Cette mascarade d'indépendance a été dénoncée par les pays africains et par l'ONU. Comme les autres bantoustans, il est probable que celui-ci ne sera reconnu par personne.